Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE

GRAND CHAMBORD
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Annexe 1

DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2018

BUDGET GENERAL – DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
PSPG - CENTRE AQUATIQUE - ZA

Nota Bene :

La tenue du Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) est obligatoire dans les régions, les départements, les communes de plus de 3 500 habitants, leurs établissements publics administratifs et les groupements comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants (articles L. 2312-1, L. 3312-1, L. 4311-1, D.2312-3 et L. 5211-26 du code général des collectivités territoriales).

Ce rapport présente uniquement les évolutions du budget général car celui-ci équilibre les budgets annexes par le biais des subventions versées. La présentation propre à chaque budget se fera lors de la présentation des Comptes Administratifs.

- Ces orientations sont présentées en grande masse et seront ajustées pour la préparation du budget 2018.
- Elles tiennent compte du travail réalisé lors de la prospective pour le budget 2018.
- Elles ne tiennent compte que des opérations réelles (les opérations d'ordres budgétaires sont exclues de l'analyse).
- Elles ont été présentées pour la partie 1 en Commission Ressources le 22/01/2018 et pour l'ensemble de ce document en commission ressources le 26/02/2018 et en Conférence des Maires le 27/02/2018.

1/ LE CONTEXTE NATIONAL ET LOCAL

A/ Le contexte économique national

Les indications qui suivent résultent des anticipations présentées dans le débat d'orientations des finances publiques nationales ainsi que celles des principaux acteurs institutionnels ou privés.

➢ ***Produit intérieur brut***

Les anticipations du Ministère de l'Economie et des Finances présentées dans le projet de Loi de Finances 2018 font état d'une prévision de croissance qui pourrait être de l'ordre de 1.7 % pour 2018 (=1.5 % en 2017 et 2016).

➢ ***Inflation***

Les dernières prévisions d'inflation (hors tabac) pour 2018 se chiffrent à 1,1 %. Pour 2018, l'hypothèse retenue par le Gouvernement s'établit à 1 %.

B/ Le contexte économique local

Analyse réalisée par l'Observatoire de l'économie et des territoires et publiée le 22/09/2017

« La plupart des indicateurs sont passés au vert »

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE

L'économie française se porte mieux. Elle profite pleinement du bond du commerce international, de la reprise de la zone euro, d'une bonne résistance de la consommation des ménages et d'un alignement particulièrement favorable des planètes économiques : taux d'intérêt faibles, inflation et Euro relativement bas. Les entreprises reprennent confiance et le climat des affaires se situe à son plus haut niveau depuis 2011. Les objectifs d'une croissance du PIB de 1,6 % pour 2017 devraient être atteints.

Ce contexte bénéficie pleinement au Loir-et-Cher où la plupart des indicateurs sont également passés au vert.

Les difficultés rencontrées par les entreprises semblent nettement atténuées. Les situations de défaillance sont moins nombreuses ; le **nombre de procédures** de redressement judiciaire ouvertes au premier semestre est l'**un des plus faibles enregistrés au cours des dix dernières années**, en recul de 5 % par rapport aux six premiers mois 2016. Les problèmes de trésorerie semblent moins prégnants ; les **retards de paiement des cotisations sociales se situent à l'un des plus faibles niveaux depuis 9 ans** ; les taux de marge se redressent.

L'activité continue de progresser, les carnets de commande se sont remplis. Le **secteur de la construction**, dont le sérieux grippage provoqué par l'effondrement des mises en chantier de logements avait si fortement handicapé le Loir-et-Cher, **redémarre**. Les **chiffres d'affaires** demeurent **orientés à la hausse**, et de façon sensiblement plus marquée qu'ailleurs : **+ 3,4 % en rythme annuel glissant** à fin juin (France + 1,9 %, région - 0,2 %). Cela se répercute logiquement sur l'emploi.

Les données du 1er semestre ne sont pas encore publiées mais l'année 2016 s'est soldée par un **gain de 720 emplois salariés du secteur privé**. Le long cycle de destruction de postes observé entre 2009 et 2014 semble donc bien terminé malgré un début d'année un peu mitigé. Les créations ne suffisent cependant pas encore à compenser les pertes subies et on notera aussi que le rythme de progression se situe également en deçà du niveau national (0,9 % contre 1,2 %). Mais les intentions d'embauche des entreprises locales sont nombreuses.

Les résultats sont encourageants aussi sur le front du chômage. Les rangs des demandeurs de catégorie A (sans aucune activité) continuent de se réduire, à un rythme (3 % en un an) plus soutenu qu'en région ou en France, ce qui conforte la position du Loir-et-Cher parmi les départements à taux de chômage comparativement moins élevé (8,1 %, le plus bas de la région). En revanche le nombre des demandeurs des catégories B et C (ayant travaillé dans le mois) continuent de progresser (+ 8 % en un an, à fin juillet), ce qui traduit une multiplication des alternances entre activité et chômage et révèle une précarisation toujours croissante des emplois.

Ces évolutions ne semblent pas impacter directement la situation du RSA. Les trois premiers trimestres 2016 avaient été marqués par une baisse significative du nombre de bénéficiaires. Depuis, on observe une relative stabilité, bien que leur effectif repasse de nouveau sous la barre des 7 000 en juin 2017, retrouvant ainsi le niveau de septembre 2014. L'évolution constatée en Loir-et-Cher suit les tendances régionale et nationale ; le volume des sorties est assez fluctuant d'un mois à l'autre. Celui des entrées se réduit régulièrement : il est désormais proche de 300 par mois.

Dans l'ensemble, la part de bénéficiaires de minima sociaux reste modérée et le taux de pauvreté peu élevé : 12,4 % en 2013 (dernier chiffre connu) contre 14,5 % en métropole à la même date (14,2 % fin 2015).

Globalement, tout porte à croire que la situation économique locale continuera à s'améliorer, sauf évènements imprévus. Le moral des responsables d'entreprises, tel qu'il ressort des différentes enquêtes réalisées localement à la rentrée, est d'ailleurs résolument porté vers l'optimisme. Reste à savoir quelle en sera la traduction en termes d'investissements (assez faibles ces derniers trimestres) et de créations d'emploi.

2 / LE CONTEXTE DE LA CCGC (BG uniquement)

A/ LES GRANDES MASSES FINANCIERES

A.1 - Les masses budgétaires

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes de fonctionnement	14 186 342	14 814 493	14 935 728	15 504 707	15 625 667	15 500 375
Dépenses de fonctionnement	11 524 357	13 221 318	12 849 745	12 869 079	13 289 716	13 997 709
dont intérêts de la dette	153 790	201 006	185 636	178 480	170 720	152 446
Recettes d'investissement	2 003 440	2 727 126	4 067 513	3 434 193	1 506 806	3 087 692
dont emprunts souscrits	1 334 100	1 532 732	0	1 596 369	1 000 000	0
Dépenses d'investissement	2 510 353	3 279 524	7 089 335	2 463 424	4 341 507	2 900 367
dont capital de la dette	371 138	456 199	483 410	524 784	531 032	1 518 569
dont P.P.I	1 957 767	2 110 205	6 145 129	1 649 700	3 437 151	671 944

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE

A.2 - Soldes financiers

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Epargne de gestion	2 815 775	1 596 601	2 264 619	2 814 108	2 446 672	1 655 112
Epargne brute	2 661 985	1 395 595	2 078 983	2 635 628	2 275 951	1 502 666
Epargne nette	2 290 847	939 396	1 595 572	2 110 844	1 744 919	-15 903

A.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Fonds de roulement en début d'exercice	3 142 043	5 297 116	6 337 893	5 402 054	9 008 451	8 509 701
Résultat de l'exercice	2 155 072	1 040 777	-935 839	3 606 397	-498 750	1 689 990
Fonds de roulement en fin d'exercice	5 297 115	6 337 893	5 402 054	9 008 451	8 509 701	10 199 692

A.4 - Endettement

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Encours au 1er janvier	3 340 838	4 303 799	5 383 126	4 899 408	4 970 613	4 457 514
Ratio de désendettement	1,6 ans	3,9 ans	2,4 ans	1,9 ans	2 ans	2,7 ans
Emprunt	1 334 100	1 532 732	0	1 596 369	1 000 000	0

B - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

B.1 - Soldes intermédiaires de gestion

Les soldes intermédiaires de gestion sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Epargne de gestion = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Montants	2 815 775	1 596 601	2 264 619	2 814 108	2 446 672	1 655 112

Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Montants	2 661 985	1 395 595	2 078 983	2 635 628	2 275 951	1 502 666

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE

Epargne nette = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes de fonctionnement	14 186 342	14 814 493	14 935 728	15 504 707	15 625 667	15 500 375
Epargne de gestion	2 815 775	1 596 601	2 264 619	2 814 108	2 446 672	1 655 112
Epargne brute	2 661 985	1 395 595	2 078 983	2 635 628	2 275 951	1 502 666
Taux d'épargne brute (en %)	18,76 %	9,55 %	13,93 %	17 %	14,62 %	9,69 %
Epargne nette	2 290 847	939 396	1 595 572	2 110 844	1 744 919	-15 903

Les – 15 903 € s'expliquent par la reprise de l'emprunt de 1 000 000 d'euros relatif au centre aquatique imputé initialement au BG et qui a été repris par le budget annexe en 2017.

L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

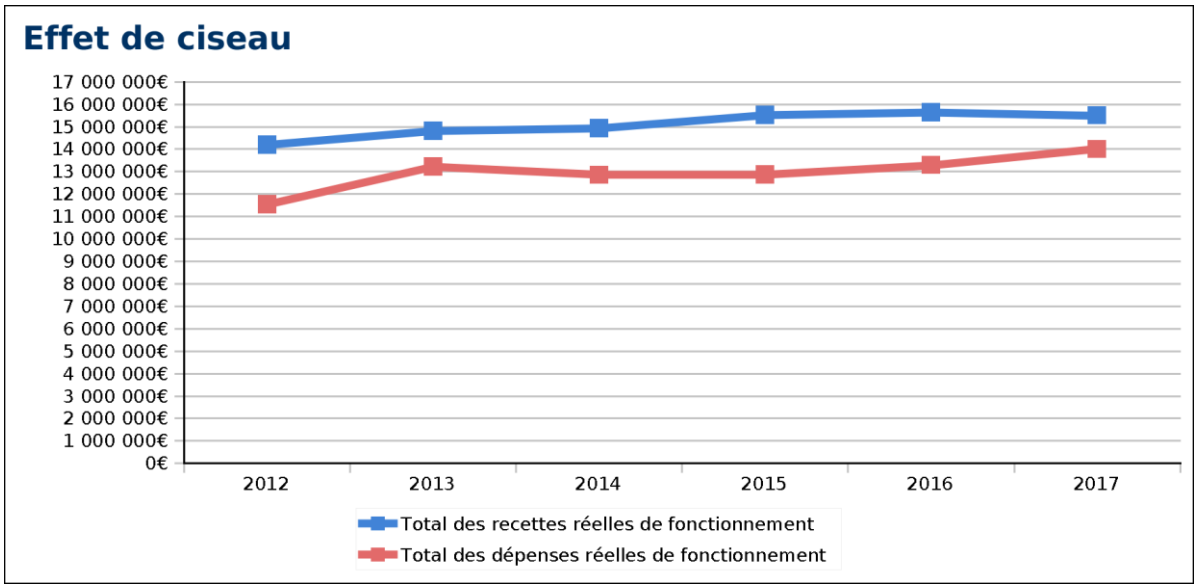
	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Epargne brute	2 661 985	1 395 595	2 078 983	2 635 628	2 275 951	1 502 666
Taux d'épargne brute (en %)	18,76 %	9,55 %	13,93 %	17 %	14,62 %	9,69 %

B.2 - Effet de ciseau

C'est l'évolution de l'écart entre les recettes d'exploitation (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation (fonctionnement) y compris les cessions d'immobilisations.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes de fonctionnement	14 186 342	14 814 493	14 935 728	15 504 707	15 625 667	15 500 375
Evolution n-1	-1,47 %	4,43 %	0,82 %	3,81 %	0,78 %	-0,8 %
Dépenses de fonctionnement	11 524 357	13 221 318	12 849 745	12 869 079	13 289 716	13 997 709
Evolution n-1	0,12 %	14,72 %	-2,81 %	0,15 %	3,27 %	5,33 %

La comparaison de l'évolution des courbes de recettes et de dépenses de fonctionnement alerte sur la dégradation de l'épargne et sur les risques de l'effet ciseau.

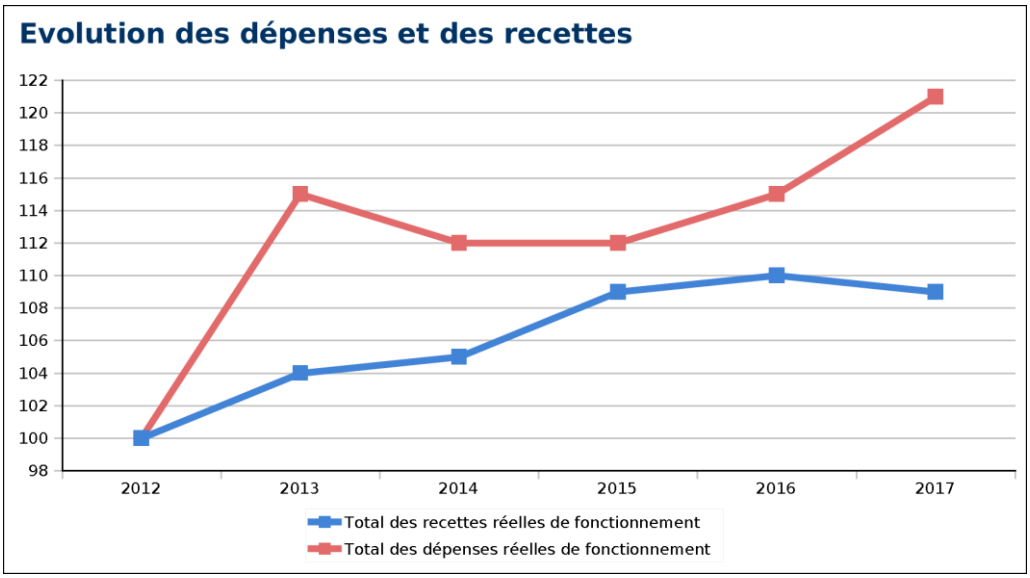


Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles sont comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre. Le delta entre recettes

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE

et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

Ci-dessous le graphique représentant l'évolution des dépenses et recettes en base 100.



C/ L'ENDETTEMENT

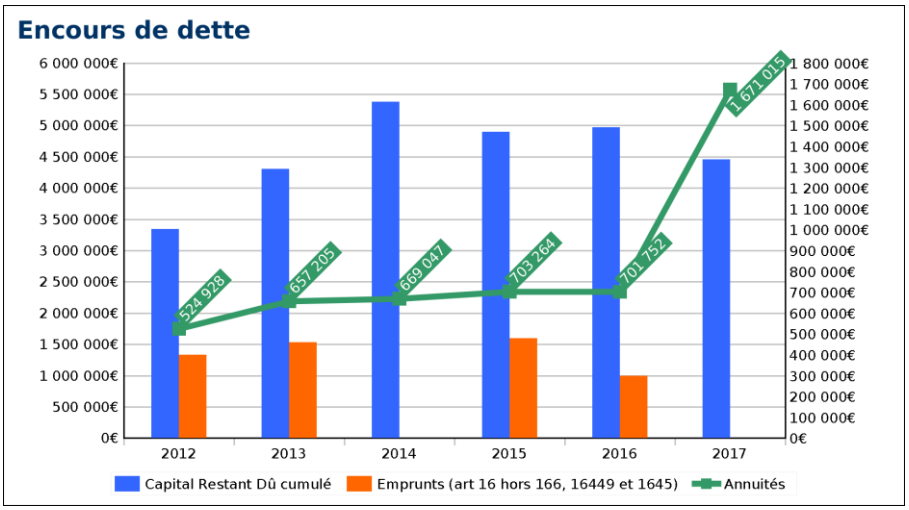
A.1 - Encours de dette

	Encours de dette	*Evolution n-1*	Emprunts nouveaux	Observations
2012	3 340 838	-9,26 %	1 334 100	Prêt PLS (Thoury + St Dyé) – Programme Voirie
2013	4 303 799	28,82 %	1 532 732	Prêt PLS (SLN + TES + FES + St Dyé) + Travaux CCGC
2014	5 383 126	25,08 %	0	
2015	4 899 408	-8,99 %	1 596 369	Prêt PLS (Courmemin + TES) + Programme voirie (route des basses fontaines) + Gymnase MPC
2016	4 970 613	1,45 %	1 000 000	Complexe Aquatique
2017	4 457 514	-10,32 %	0	

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Encours de dette	5,94 %	33,43 %

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique.

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE



B.2 - Annuités de la dette

L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Annuités	524 928	657 205	669 047	703 264	701 752	1 671 015
Evolution n-1 (en %)	14,04 %	25,2 %	1,8 %	5,11 %	-0,21 %	138,12 %
Capital en euro	371 138	456 199	483 410	524 784	531 032	1 518 569
Intérêts en euro	153 790	201 006	185 636	178 480	170 720	152 446

C.3 - Ratio de désendettement

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ratio	1,6 ans	3,9 ans	2,4 ans	1,9 ans	2 ans	2,7 ans

D/ LA FISCALITE DIRECTE

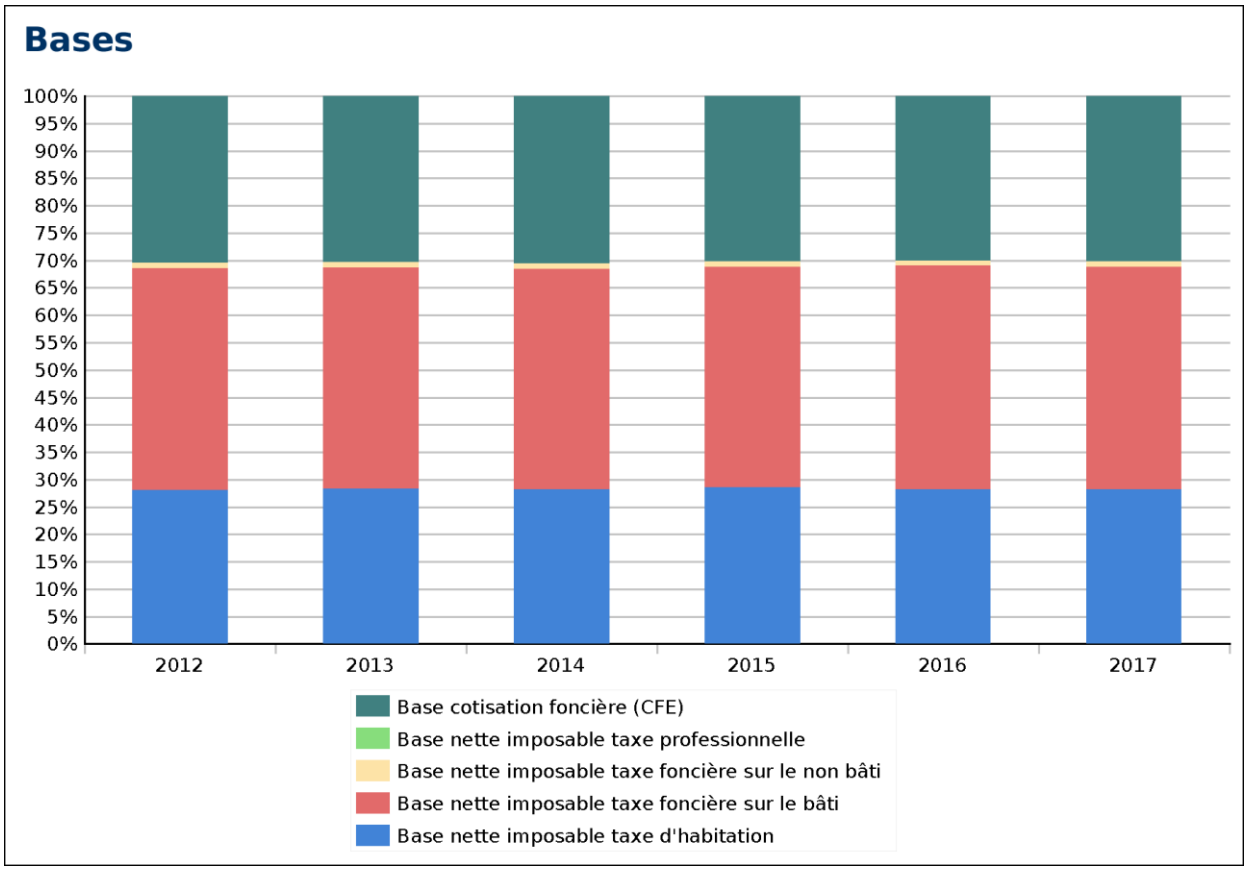
- **L'évolution des bases**

Le poids des bases fiscales permet de distinguer le dynamisme de chaque nature de taxe.

Ci-dessous le tableau des bases fiscales pour chaque taxe.

Années	Base cotisation foncière	Base taxe d'habitation	Base taxe foncière (bâtie)	Base taxe foncière (non bâtie)
2012	20 155 809	18 646 359	26 882 721	705 783
2013	20 731 287	19 407 548	27 565 819	679 717
2014	21 218 396	19 615 038	27 995 955	683 918
2015	21 255 000	20 093 000	28 348 000	693 700
2016	21 506 040	20 220 625	29 225 800	655 042
2017	21 972 153	20 515 225	29 605 400	656 680

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE



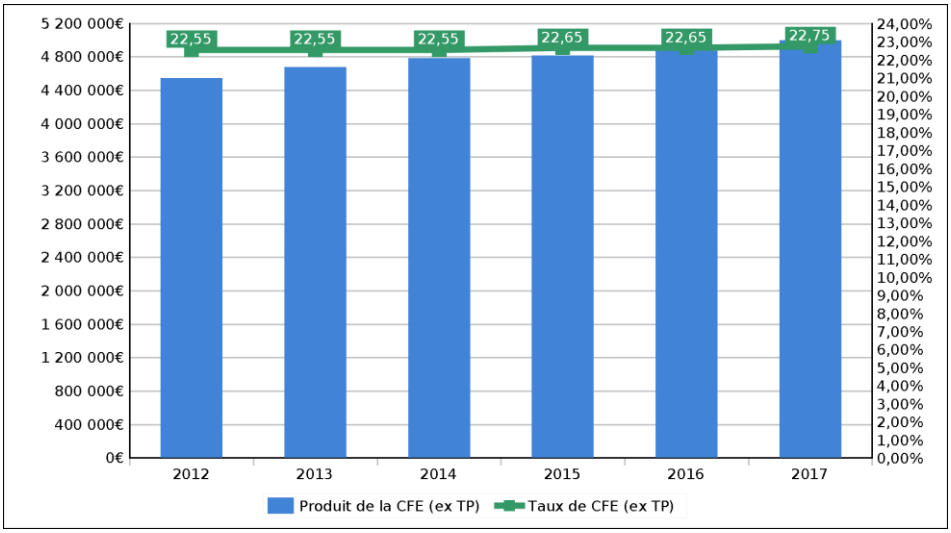
- **Evolution des taux et des produits**

COTISATION FONCIERE :

Années	Base cotisation foncière	*Evol base CFE*	Produit CFE	*Evol produit CFE*	Taux CFE	*Evol taux CFE*
2012	20 155 809	4,84 %	4 545 135	7,22 %	22,55 %	2,27 %
2013	20 731 287	2,86 %	4 674 905	2,86 %	22,55 %	0 %
2014	21 218 396	2,35 %	4 784 748	2,35 %	22,55 %	0 %
2015	21 255 000	0,17 %	4 814 258	0,62 %	22,65 %	0,44 %
2016	21 506 040	1,18 %	4 871 118	1,18 %	22,65 %	0 %
2017	21 972 153	2,17 %	4 998 665	2,62 %	22,75 %	0,44 %

Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de cotisation foncière

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE



TAXE D'HABITATION :

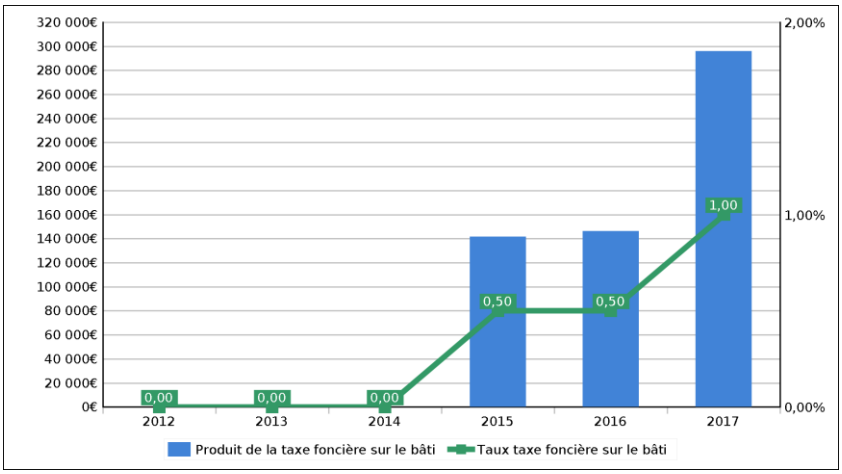
Années	Base nette TH	Evol base nette TH	Produit TH	Evol produit TH	Taux TH	Evol taux TH
2012	18 646 359	3,82 %	1 760 216	3,82 %	9,44 %	0 %
2013	19 407 548	4,08 %	1 832 073	4,08 %	9,44 %	0 %
2014	19 615 038	1,07 %	1 851 660	1,07 %	9,44 %	0 %
2015	20 093 000	2,44 %	1 896 779	2,44 %	9,44 %	0 %
2016	20 220 625	0,64 %	1 908 827	0,64 %	9,44 %	0 %
2017	20 515 225	1,46 %	1 936 637	1,46 %	9,44 %	0 %

TAXE FONCIERE PROPRIETE BATIE :

Années	Base nette TB	Evol base TFB	Produit TFB	Evol produit TFB	Taux TB	Evol taux TB
2012	26 882 721	2,94 %	0	0	0 %	0
2013	27 565 819	2,54 %	0	0	0 %	0
2014	27 995 955	1,56 %	0	0	0 %	0
2015	28 348 000	1,26 %	141 740	0	0,5 %	0
2016	29 225 800	3,1 %	146 129	3,1 %	0,5 %	0 %
2017	29 605 400	1,3 %	296 054	102,6 %	1 %	100 %

Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties :

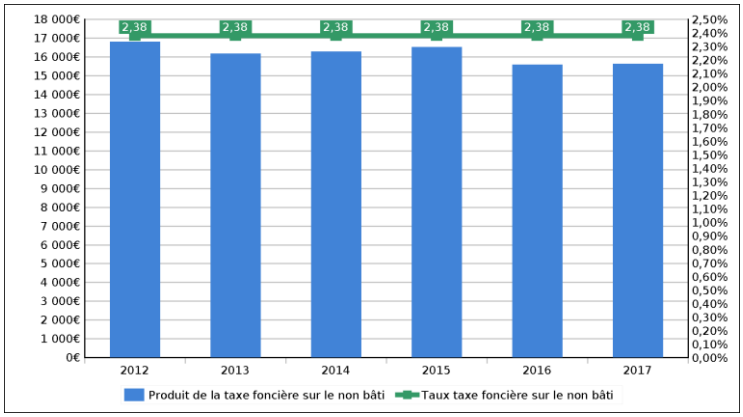
Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE



TAXE FONCIERE PROPRIETE NON BATIE :

Années	Base nette TFNB	*Evol base TFNB*	Produit TFNB	*Evol produit TFNB*	Taux TFNB	*Evol taux TNB*
2012	705 783	1,41 %	16 798	1,41 %	2,38 %	0 %
2013	679 717	-3,69 %	16 177	-3,69 %	2,38 %	0 %
2014	683 918	0,62 %	16 277	0,62 %	2,38 %	0 %
2015	693 700	1,43 %	16 510	1,43 %	2,38 %	0 %
2016	655 042	-5,57 %	15 590	-5,57 %	2,38 %	0 %
2017	656 680	0,25 %	15 629	0,25 %	2,38 %	0 %

Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties :



E - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

E.1 - Les recettes de fonctionnement

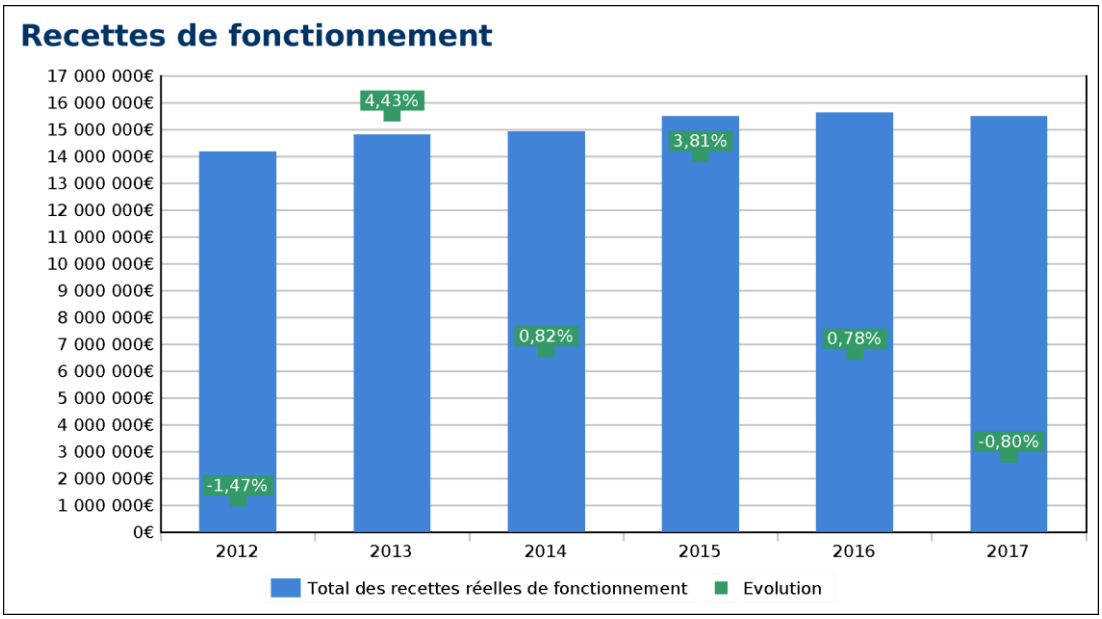
Les recettes de fonctionnement et leur évolution :

Années	Recettes de fonctionnement	*Evolution n-1*
2012	14 186 342	-1,47 %
2013	14 814 493	4,43 %
2014	14 935 728	0,82 %
2015	15 504 707	3,81 %
2016	15 625 667	0,78 %
2017	15 500 375	-0,8 %

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période :

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Recettes de fonctionnement	1,79 %	9,26 %



Les principales recettes de fonctionnement

Produits de la fiscalité directe : la fiscalité directe comprend les taxes directes locales possibles (taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et la cotisation foncière des entreprises CFE, hors rôles supplémentaires).

2012	2013	2014	2015	2016	2017
6 322 149	6 523 155	6 652 685	6 900 477	6 972 697	7 278 289

Produits de la fiscalité reversée : la fiscalité reversée comprend la part de la CVAE, l'attribution du FNGIR, le produit de la TASCOM et le produit de l'IFER.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
4 109 151	4 228 513	4 383 404	4 554 737	4 671 596	4 491 564

Produits de la fiscalité indirecte : La fiscalité indirecte comprend les recettes affectées au compte 73 autre que la fiscalité directe et transférée. (ex : la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,...).

2012	2013	2014	2015	2016	2017
1 917 183	1 964 959	2 028 976	2 101 670	2 139 017	2 142 578

Dotations : Elles comprennent les recettes du chapitre 74 (la DGF, dotations de compensation, les compensations d'Etat sur les exonérations fiscales, les autres dotations).

2012	2013	2014	2015	2016	2017
1 298 670	1 265 737	1 211 497	1 140 373	852 370	838 428

Autres recettes : Elles comprennent notamment les produits des services, les cessions d'immobilisations, les produits financiers, les atténuations de charges, les recettes exceptionnelles, les produits induits des investissements, hors rôles supplémentaires.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
539 189	832 128	659 166	807 451	989 987	749 516

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE

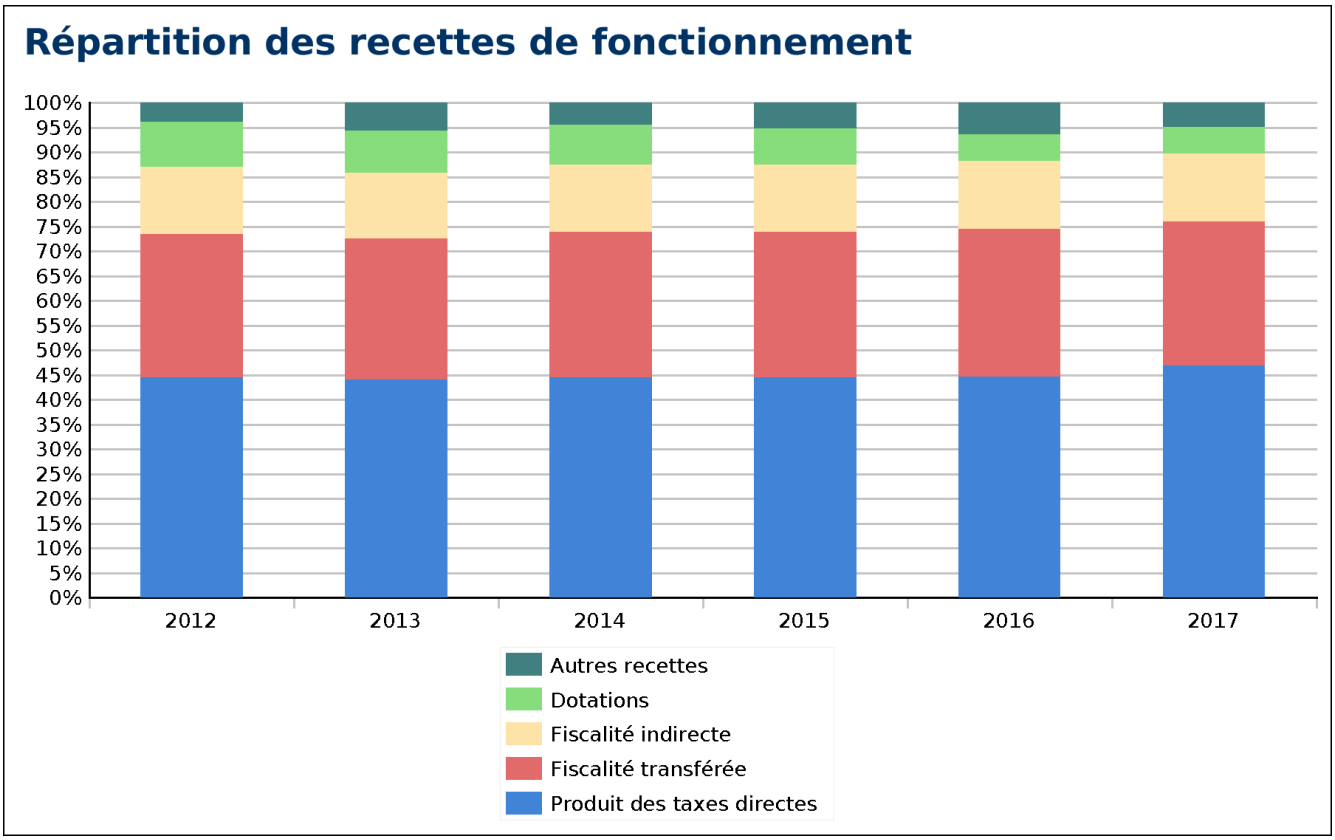
Zoom sur les recettes perçues auprès des usagers, des autres collectivités dans le cadre des mutualisations de personnel… :

	2014	2015	2016	2017
CULTURE - USAGERS	0	1 674	2 315	2 536
EQ NAU - BAIGNADE NATURELLE	43 150	91 421	113 196	84 686
EQ NAU - PISCINE DE SLN	27 650	201 146	124 679	131 028
HAB - AIRE ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	2 331	3 123	2 021	2 817
PERSONNEL MIS A DISPOSITION	0	0	0	0
SERVICE COMMUN - COMMANDE PUBLIQUE	0	0	0	0
SERVICE COMMUN - COMMUNICATION	0	24 702	12 565	2 888
SERVICE COMMUN - DST	0	0	117 573	2 378
SERVICE COMMUN - GESTION LOCATIVE	0	0	0	16 149
SERVICE COMMUN - IAU	0	10 610	11 931	44 032
SPIC - EAU-ASST - REMBOURSEMENT DES SALAIRES	139 730	162 900	199 340	214 790
Autres (2014 = Portage de repas)	152 777	85	13 888	7 774
	365 638	**495 661**	**597 508**	**509 078**

Zoom sur les participations des partenaires institutionnels :

	2014	2015	2016	2017
ANAH - OPAH	0	35 053	0	30 457
CAF - AAGV	20 662	22 059	20 107	15 131
CD41 - EQUIPEMENTS SPORTIFS	31 302	19 776	23 051	15 514
REGION - CULTURE PACT	25 000	100 000	100 000	100 000
TOTAL	**76 964**	**176 888**	**143 158**	**161 102**

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE



5.2 - Les dépenses de fonctionnement

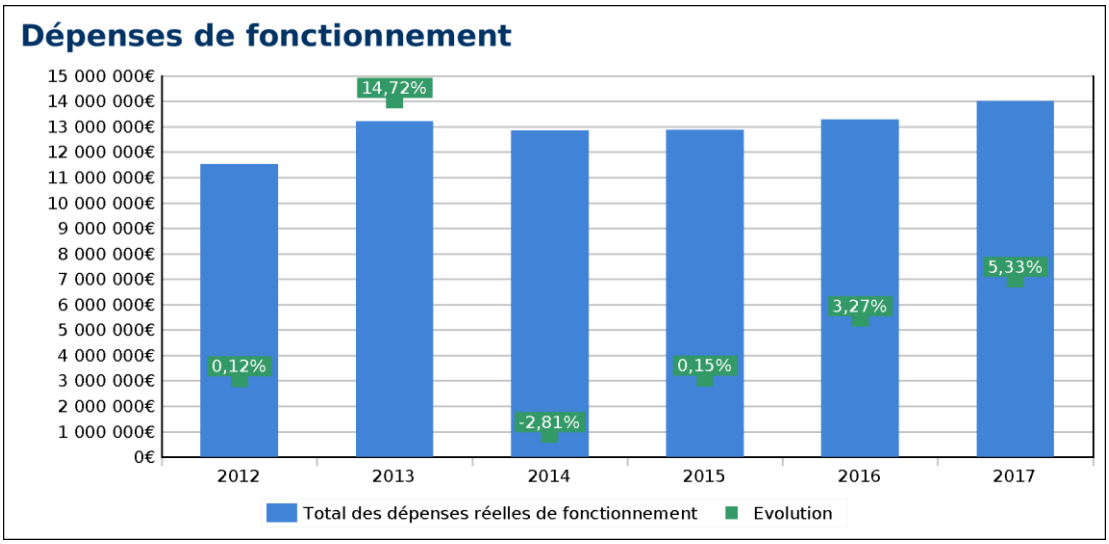
Les dépenses de fonctionnement et leur évolution :

Années	Dépenses de fonctionnement	*Evolution n-1*
2012	11 524 357	0,12 %
2013	13 221 318	14,72 %
2014	12 849 745	-2,81 %
2015	12 869 079	0,15 %
2016	13 289 716	3,27 %
2017	13 997 709	5,33 %

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période :

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Dépenses de fonctionnement	3,97 %	21,46 %

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE



Les principales dépenses de fonctionnement

Charges à caractère général : Elles comprennent les dépenses du chapitre 011.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
870 728	1 004 648	953 458	915 321	947 363	1 007 107

Zoom sur les charges caractère général :

	2014	2015	2016	2017
020 - ADMINISTRATION GENERALE	339 749	206 789	160 920	167 685
311 - ECOLE DE MUSIQUE	0	0	0	4 140
33 - CULTURE	11 420	23 516	58 209	118 680
411 - EQUIPEMENTS SPORTIFS	55 857	41 936	84 200	85 149
413 - PISCINE/BAIGNADE	129 364	156 641	182 015	141 646
414 - TOURISME	5 944	8 420	38 208	15 443
72 - HABITAT	87 862	205 470	149 948	131 209
810-COMM – SERVICE COMMUN COMMUNICATION	0	36 565	52 436	64 173
810-IAU - SERVICE COMMUN IAU	0	2 817	3 954	6 138
810-PLUI - PLAN LOCAL URBANISME INTERCO	0	0	3 250	4 319
810-TECH - SERVICE COMMUN - DST	0	3 447	6 682	14 094
811 - EAU ET ASSAINISSEMENT	0	1 322	1 213	3 600
814 - ECLAIRAGE PUBLIC	11 633	1 544	1 798	12 884
822 - VOIRIE	170 651	188 455	155 585	184 456
90 - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	0	25 670	48 313	27 600
Autres (2014 : contrat portage de repas ; 2015 : Honoraire contentieux CDV St Dyé ; 2017 : carte privilège GC))	140 978	12 729	632	25 891
Total	**953 458**	**915 321**	**947363**	**1 007 107**

Charges de personnel : Elles comprennent les dépenses du chapitre 012. (Voir Zoom plus bas)

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE

2012	2013	2014	2015	2016	2017
775 331	849 307	1 038 424	1 238 148	1 348 348	1 482 490

Atténuation de produits : Elles comprennent les dépenses du chapitre 014 (ex : FNGIR, FPIC, Attribution de compensation pour les communes).

2012	2013	2014	2015	2016	2017
7 686 203	7 876 027	7 894 439	7 880 153	8 059 334	8 086 403

Contingents et participations obligatoires : Elles comprennent une partie des dépenses du chapitre 65, inscrites à l'article 655.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
1 836 800	2 453 988	2 176 878	2 231 840	2 306 221	2 271 568

Zoom sur les participations aux syndicats :

	2014	2015	2016	2017
PAYS DES CHATEAUX	129 675	129 354	129 353	104 904
SDAN	0	8 379	17 610	17 775
SIAB	0	0	45 229	22 492
SIEOM	875 286	881 843	887 230	892 286
VALECO	1 145 504	1 212 263	1 226 798	1 234 110

Subventions : Elles comprennent les dépenses du chapitre 65 inscrites à l'article 657

2012	2013	2014	2015	2016	2017
62 810	684 071	472 858	283 734	306 998	791 274

Zoom sur les subventions :

	2014	2015	2016	2017
BUDGET ASST AU TITRE PLUVIAL	0	0	0	0
BUDGET CENTRE AQUATIQUE	0	0	0	519 270
CULTURE - PROGRAMMATION CULTURELLE	19 050	60 264	74 992	75 516
DEV ECO - PORTAGE FONCIER ZA	0	0	0	0
DEV ECO - SUBVENTION DIRECTE ENTREPRISE	8 500	0	15 000	0
DEV ECO - SUBVENTION EQUILIBRE FONCTIONNEMENT	165 531	153 865	143 899	112 675
DEV ECO - SUBVENTION EXTERIEURES	178 199	25 805	30 000	18 150
ECOLE DE MUSIQUE INTERCO	0	0	0	12 116
HAB - SUBVENTION EXTERIEURES	3 278	3 298	3 180	6 447
TOURISME - SUBVENTIONS EXTERIEURES	64 300	26 000	24 000	36 600
Autres	34 000	14 502	15 927	10 500
Subventions versées (art 657)	**472 858**	**283 734**	**306 998**	**791 274**

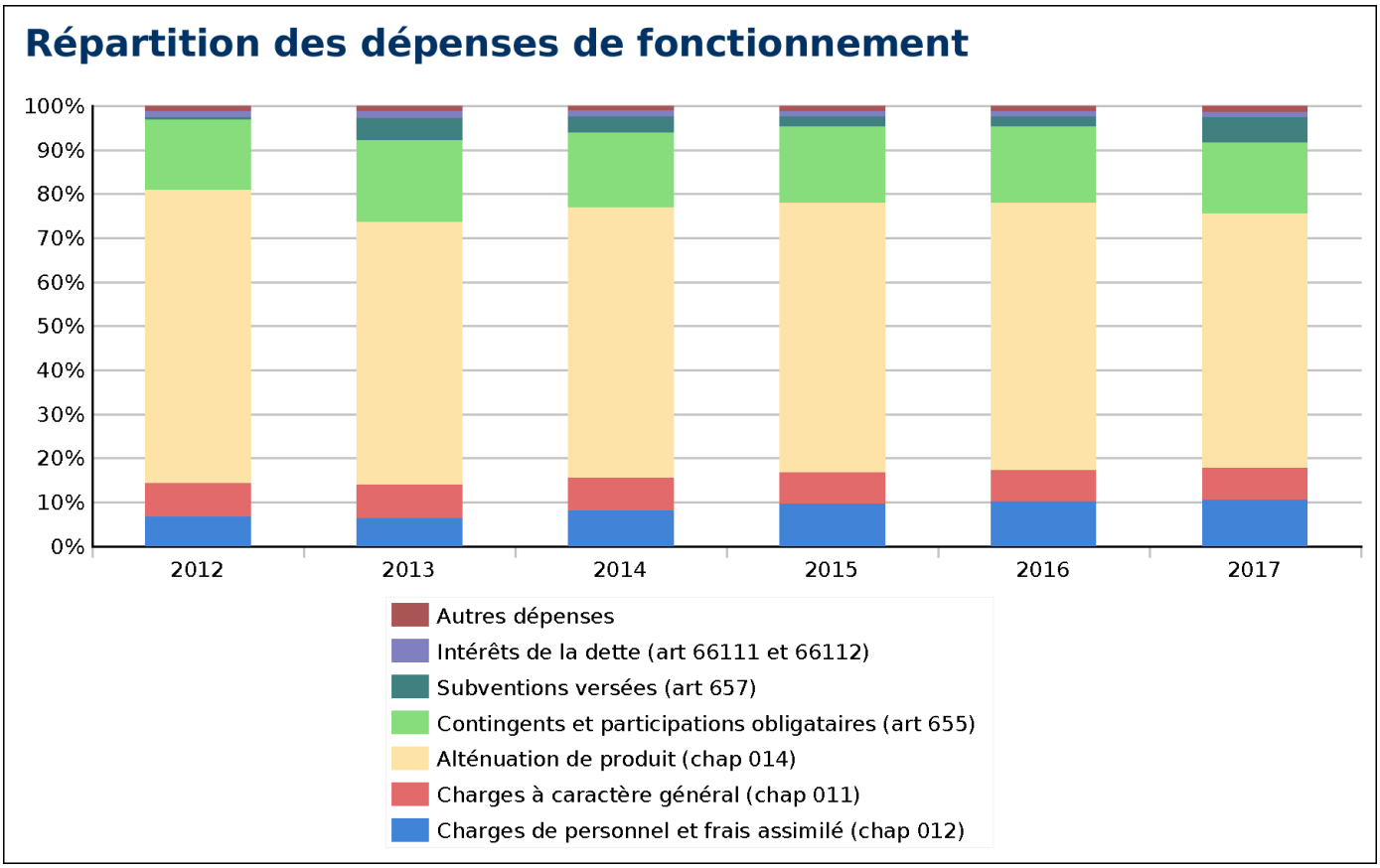
Intérêts de la dette : Les intérêts de la dette comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective (ICNE compris).

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE

2012	2013	2014	2015	2016	2017
153 790	201 006	185 636	178 480	170 720	166 264

Autres dépenses : Elles comprennent notamment, les charges de gestion courante (chap.65) = indemnités des élus, les autres charges financières (autres articles chap.66), les charges exceptionnelles (chap.67), les dotations aux provisions (chap.68 mvt réel), les dépenses diverses et autres dépenses de fonctionnement et enfin, elles comprennent les charges induites des investissements.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
138 695	152 271	128 053	141 402	150 731	192 603



Zoom sur les ressources humaines

Indicateur d'évolution de la ressource humaine

Représentativité des charges de personnel dans les dépenses d'exploitation. Ce taux permet de mesurer le poids des charges de personnel sur les dépenses de fonctionnement.

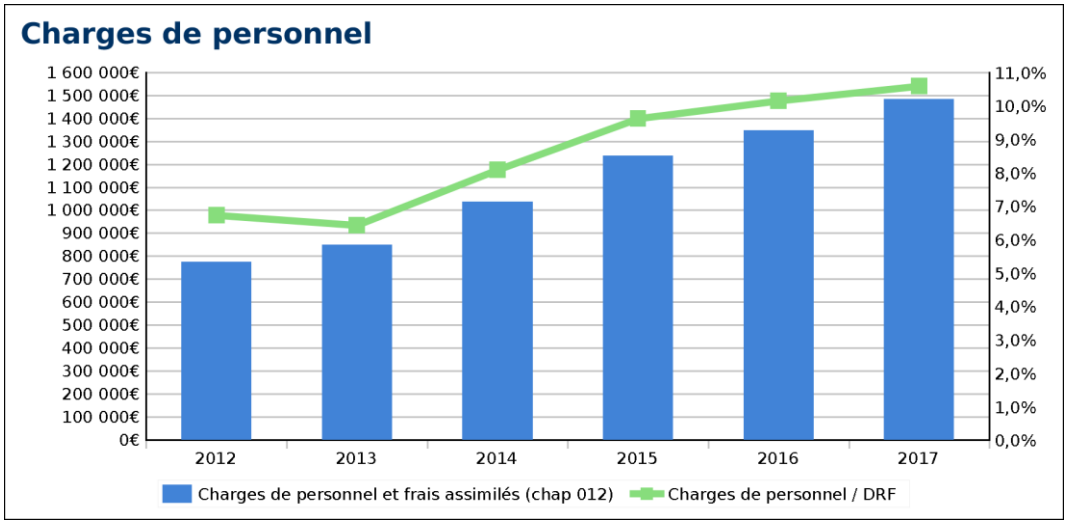
Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Dépenses de personnel BRUT	775 331	849 307	1 038 424	1 238 148	1 348 348	1 482 490
Rbsmt Assurance et/ou SS et Etat (contrat Aidé)	22 565	21 954	25 916	53 387	21 402	29 466
Rbsmt Communes/CCBVL Mutualisation	139 995	148 244	139 732	198 276	355 296	291 046
Retenue sur AC			189 030	189 030	189 030	244 749
TOTAL NET	**612 771**	**679 109**	**683 746**	**797 455**	**782 620**	**917 229 (1)**

Ce chiffre pourra être retraité en tenant compte des facturations de service commun non effectué pour 2017 et qui seront encaissé sur 2018 (environ 170 000 €)

Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
BRUT	6,73%	6,42%	8,08%	9,62%	10,15%	10,59%
NET	5,32%	5,14%	6,78%	7,67%	7,31%	8,30%



Evolution du nombre d'agents

	ETP	OBSERVATIONS
2012	18	
2013	19.5	CULTURE + RH
2014	23.5	TRANSFERT PISCINE Saint Laurent Nouan
2015	24.2	IAU - FILIERE BOIS
2016	25.2	COMMUNICATION PLUi
2017	32.4	TRANSFERT ECOLE DE MUSIQUE

Le personnel en 2017

Le personnel de la CCGC en 2017 est composé de 32.4 Equivalent Temps Plein + 0.5 ETP sur URBA :

- Administration Générale : 9.2 ETP
  - Direction des Services : 1 ETP
  - Pôle Support :
    - Direction Adjointe : 1 ETP

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE

        - Compta/Facturation : 2 ETP
        - Affaires Générales/Accueil : 2.2 ETP
        - RH : 0.5 ETP
        - Marché public : 1.3 ETP (service commun avec Saint Laurent Nouan et Mont près Chambord)
    - Communication : 1.2 ETP (service commun avec Saint Laurent Nouan et Mont près Chambord)

- Direction des Services Techniques : 2 ETP (service commun avec Saint Laurent Nouan et Mont près Chambord)
- EAUX/ASST : 3 ETP
- HABITAT : 1.1 ETP (service commun avec entente et Saint Laurent Nouan)
- IAU : 2.1 ETP (service commun avec entente)
- PLUi : 0.4 ETP
- EQUIPEMENTS NAUTIQUES : 5 ETP
- ECOLE DE MUSIQUE : 8.1 ETP
- CULTURE : 1 ETP
- DEV ECO : 1 ETP

Répartition des dépenses Titulaires/Non Titulaires

- Personnel Titulaire : 695 087 €
    - Traitements = 542 671 €
    - NBI = 14 854 €
    - Régime Indemnitaire = 137 562 €

- Personnel Non Titulaire : 254 723 €
    - Traitements = 218 682 €
    - Régime Indemnitaire = 36 041 €

- Personnel des Communes mis à disposition de la CC : 45 532 €

L'action sociale de la CCGC en 2017

- Participation au COS/CNAS : 18 455€

- Participation Employeurs
    - Sur Prévoyance 10 € par mois et par agent soit 1 394 € pour 13 agents
    - Sur Santé : 10 € par mois et par agent soit 1 258 € pour 12 agents

Durée effective du temps de travail dans la collectivité : 1 607 Heures Annuelles

F - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

F.1 - Les recettes d'investissement

FCTVA : Cette recette est directement liée à la récupération de la TVA des investissements engagés les années précédentes. Le taux du FCTVA est de 15,482% avant le 1er Janvier 2014 et devient égal à 15,761% pour 2014. Depuis le 1er janvier 2015, la loi de finances l'a revalorisé à 16.404%.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
0	298 805	261 198	522 973	133 367	137 352

Subventions perçues : Ce sont les subventions versées par les différents partenaires (région, département, communes...) servant à financer le programme pluriannuel d'investissement.

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE

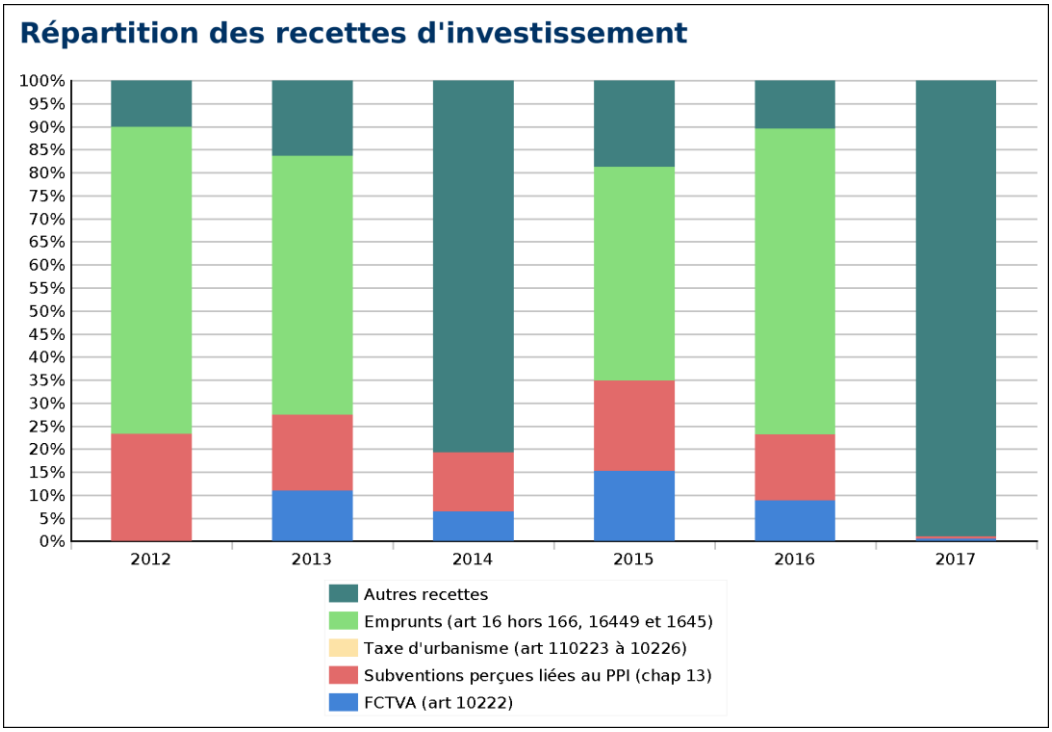
2012	2013	2014	2015	2016	2017
467 569	450 631	522 123	673 018	215 680	15 990

Emprunts : Emprunts réalisés durant la prospective pour financer les investissements.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
1 334 100	1 532 732	0	1 596 369	1 000 000	0

Recettes diverses : Elles comprennent notamment les opérations pour compte de tiers, les autres subventions et les mouvements inscrits au 16449.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
201 771	444 958	3 284 192	641 833	157 760	3 055 192

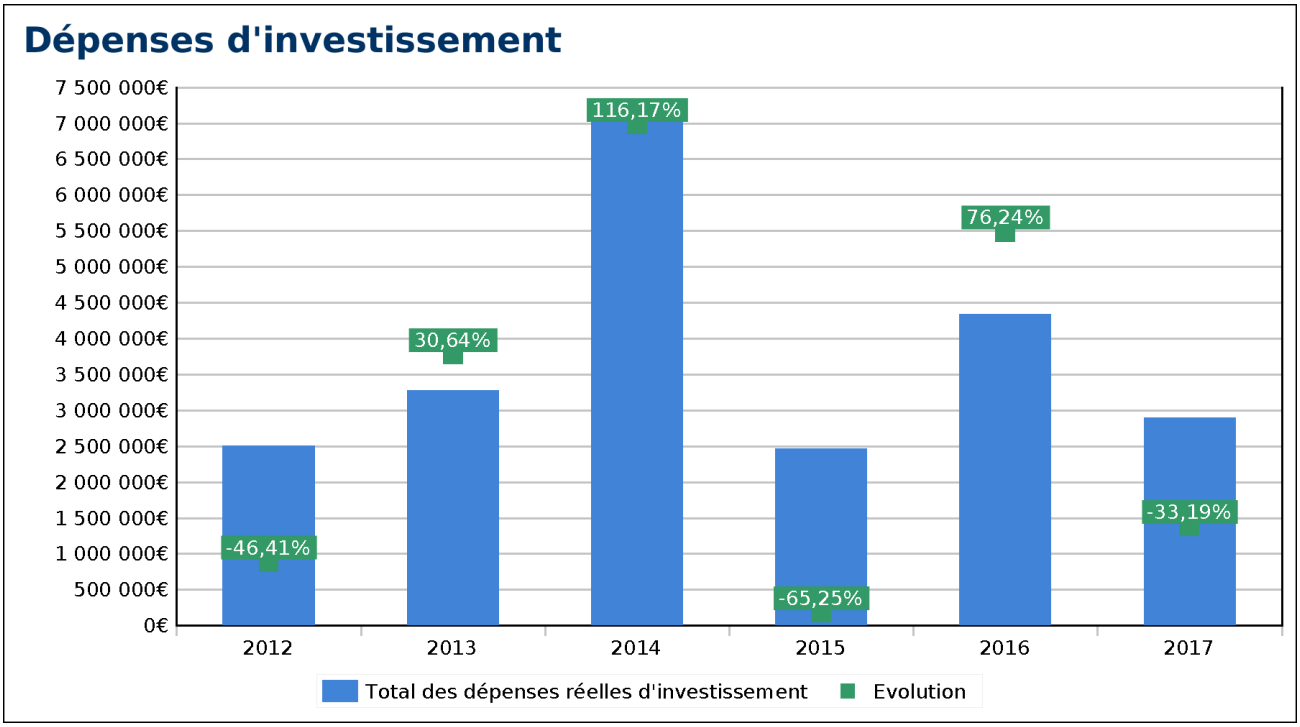


6.2 - Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement et leur évolution

Années	Dépenses d'investissement	Evolution n-1	En euros par habitant
2012	2 510 353	-46,41 %	115
2013	3 279 524	30,64 %	150
2014	7 089 335	116,17 %	334
2015	2 463 424	-65,25 %	116
2016	4 341 507	76,24 %	195
2017	2 900 367	-33,19 %	130

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE



Le remboursement de la dette dans les dépenses d'investissement

Ci-dessous, les dépenses d'investissement issues de la prospective dont la mise en lumière du remboursement du capital de la dette. Les mouvements inscrits au 16449 sont retirés.

Années	Dépenses d'investissement	Remboursement du capital de la dette	Part en % du remboursement du capital de la dette
2012	2 510 353	371 138	14,78 %
2013	3 279 524	456 199	13,91 %
2014	7 089 335	483 410	6,82 %
2015	2 463 424	524 784	21,3 %
2016	4 341 507	531 032	12,23 %
2017	2 900 367	1 518 569	52,36 %

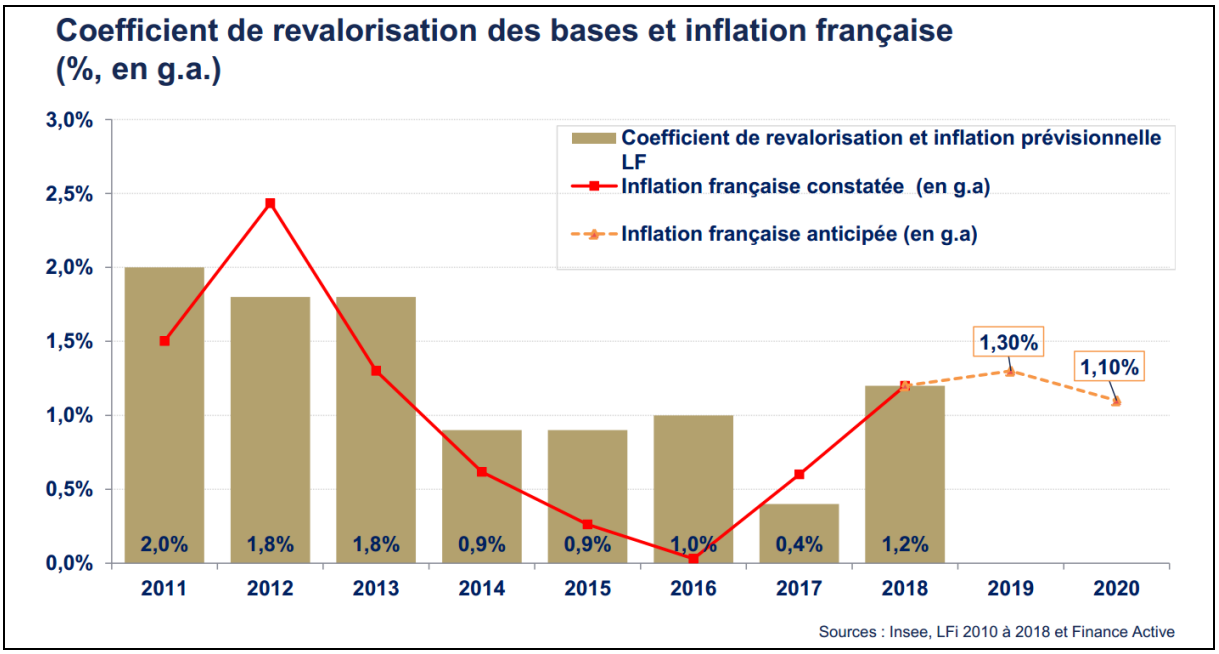
3 / LES EVOLUTIONS A PRENDRE EN COMPTE

A / Sur nos recettes

Sur la fiscalité :

- **Evolution des bases** prévues par le PLF 2018 et suivants ➔ Selon l'inflation constatée entre Novembre N-1 et Novembre N-2. Dans notre cas, l'inflation constatée entre novembre 2017 et novembre 2016 est de **1.2 %** (0.4% en 2017)

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE



- **Evolution des taux** : Pour rappel, les taux votés en 2017 étaient les suivants :

  - La CFE à 22.75 % (taux moyen national 2016 : 24.48 %, taux moyen départemental 23.10%)
  - Le Foncier Bâti : 1% (taux moyen national 2016 : 2.41 %, taux département 1.79 %)
  - Le Foncier Non Bâti : 2.38% (taux moyen national 2016 : 5.75 %, département 3.23 %)
  - La Taxe d'Habitation : 9.44 % (taux moyen national 2016 : 8.75 %, département 8.74 %)

Sur la tarification des services : La Conférence des Maires du 16/01/2018 a proposé de ne pas modifier les tarifs. La CCGC devra voter les tarifs du centre aquatique.

Sur les dotations :

- Sur la DGF : diminution du niveau 2017 soit 79 217 €
- Sur la Dotation de compensation ➔ Ecrêtement de 2.21 % soit une anticipation de Dotation de compensation passant de 432 676 € en 2017 à 423 113 €.

Sur les subventions :

- **ENVELOPPE DE L'ETAT : DETR ET DSIL**

- **LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE : Enveloppe totale : 2 831 766€**

- Très Haut Débit : 647 000 € à affecter (obligation Régionale),
- Biodiversité : 5% de la maquette (obligation Régionale), donc 127 088€

  ⇨ Opérations pressenties : mise en place d'une gestion alternative des espaces publics sur la CCGC, Valorisation de l'Abeille Noire de Sologne, valorisation de la biodiversité dans les corridors écologiques (Trame Verte et Bleue)

- Energie : 15% de la maquette (obligation Régionale), donc 433 755€

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE

⇨ Opérations pressenties : opérations de rénovation thermique, amélioration de l'éclairage public, financement du poste de Conseiller en Energie Partagé

- Programme A vos ID : 92 441 € sont consacrés au programme sur l'ensemble du territoire du Pays des Châteaux.
- Production agricole : 100 000 €

⇨ Opérations finançables : développement du bio, diversification agricole (circuits courts, agritourisme...)

- Equipements sportifs et de loisirs : 200 000 € proposés

⇨ Court de tennis couvert à Huisseau-sur-Cosson, équipements sportifs de Bracieux

- Centre de ressources énergie : proposition d'affecter 80 000 € (+ 150 000€ côté CCBVL)
- Viabilisation Résidence Hôtelière Maslives : proposition d'affecter 150 000 €
- Pays à Vélo : proposition d'affecter 150 000 €

⇨ Pistes cyclables, aires de services (toilettes...)

- Habitat : une fiche action "logement" à 110 000€ et une fiche action "espaces publics" à 180 000€
- Animation du Pays (Quote-part de la CCGC) : 68 603 €
- Enveloppe fongible : 335 000 €

- **LE CONSEIL DEPARTEMENTAL** ➔ fin de l'accompagnement du CD41 sur les politiques de développement économique. Reste le champ culturel et touristique sur certains aspects. + Dotation d'Aménagement Durable (dossier déposé courant 1er trimestre – entre 30 et 50 %) - travaux terminé pour le 20/12/2018)-(proposer des projets)…

- **LE SYNDICAT MIXTE DU PAYS DES CHATEAUX** ➔Contrat LEADER en cours 2014 – 2020 : 1 300 000 € pour les territoires Agglopolys, Beauce Val de Loire et Grand Chambord.

AUTRES ELEMENTS DE LA LOI DE FINANCES POUR 2018 ET DE LA LOI DE PROGRAMMATION 2018-2022

- Maintien du FPIC à son niveau 2017 : 1 Milliard d'Euros
- Modification Ressources Humaines :
  - Instauration d'un jour de carence
  - Instauration d'une indemnité compensatrice afin de neutraliser les effets de la hausse de la CSG
  - Mise en œuvre du RIFSEEP
- Pas de révision de loyer des logements conventionnés avec l'Etat

B / Sur nos dépenses

Sur les reversements de fiscalité :

- Sur les Attributions de Compensation vers les communes = 3 388 086 € (AC) ➔ Evolution à prévoir suite au transfert de compétences imposé par la Loi Notre (GEMAPI ET PLUVIAL) et prévu par les élus (ECLAIRAGE PUBLIC)

- Sur le Fond National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) ➔ Pas d'évolution

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE

- Sur le Fond de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC) ➔ Le montant du Fond de péréquation ne devrait pas augmenter pour 2018, restant ainsi à 1 milliard d'Euros mais attention au mécanisme de fusions, plusieurs blocs EPCI-Communes ont vu leurs contributions diminuer voir même sont devenus bénéficiaires. Par effet de vase communicant, les EPCI contributeurs dont le périmètre n'a pas évolué ont vu leurs contributions augmenter.

Sur nos cotisations aux principaux syndicats :

- PAYS DES CHATEAUX : Baisse de la cotisation soit 80 500 €
- SIAB : La participation 2018 est sollicitée pour 26 000 €
- VALECO ET SIEOM : taux à voter mais sans impact sur le budget de la CC
- SMO « Val de Loire Numérique » : ?

Sur nos adhésions aux différentes associations (AMF, CAUE, ADIL, OBSERVATOIRE…) : 20 000 €

Sur nos participations aux différentes associations (VAL DES CHATEAUX CANOE KAYAK, MAISON DE LA LOIRE, MARINS DU PORT DE CHAMBORD, …) : 60 000 €

4 / LA PROJECTION DU BUDGET

FONCTIONNEMENT

RECETTES

	2017	2018	2019	2020
Atténuation de charges (chap 013) + Remboursement sur salaires	**51 356**	**25 000**	**20 000**	**20 000**
Produits des services (chap 70) – prestations de services	**509 078**	**618 712**	**520 163**	**526 841**
CULTURE - USAGERS	2 536	2 000	2 000	2 000
EQ NAU - BAIGNADE NATURELLE	84 686	70 000	70 000	70 000
EQ NAU - PISCINE DE SLN	131 028	0	0	0
HAB - AIRE ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	2 817	3 000	3 000	3 000
PERSONNEL MIS A DISPOSITION	0	25 000	33 000	33 495
SERVICE COMMUN - COMMANDE PUBLIQUE	0	27 750	22 500	22 838
SERVICE COMMUN - COMMUNICATION	2 888	54 190	35 000	35 525
SERVICE COMMUN - DST	2 378	149 000	66 000	66 990
SERVICE COMMUN - GESTION LOCATIVE	16 149	23 080	20 000	20 300
SERVICE COMMUN - IAU	44 032	44 692	45 363	46 043
SPIC - EAU-ASST - REMBOURSEMENT DES SALAIRES	214 790	220 000	223 300	226 650
Autres	7 774	0	0	0
Produit des contributions directes	**7 319 796**	**7 395 253**	**7 513 119**	**7 595 089**
Produit des taxes directes	7 246 985	7 333 949	7 451 815	7 533 785
Taxe additionnelle au foncier non bâti (-731)	31 304	31 304	31 304	31 304

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE

Rôles supplémentaires	41 507	30 000	30 000	30 000
Fiscalité transférée et indirectes	**6 633 297**	**6 623 145**	**6 668 028**	**6 713 312**
Cotisation sur la valeur ajoutée - CVAE (art 73112)	1 494 572	1 447 150	1 447 150	1 447 150
Taxe sur les surfaces commerciales - TASCOM (art 73113)	106 178	100 000	100 000	100 000
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux - IFER (art 73114)	2 890 814	2 913 941	2 937 252	2 960 750
Taxe d'enlèvement des O.M (art 7331)	2 135 698	2 157 055	2 178 626	2 200 412
Autres taxes (Autres articles chap 73)	6 035	5 000	5 000	5 000
Dotations de l'Etat	**673 702**	**550 330**	**501 928**	**490 222**
Dotation d'intercommunalité (art 74124)	109 318	79 217	41 393	40 000
Dotation de compensation des groupements de communes (art 74126)	432 676	423 113	412 535	402 222
DGD sur PLUi (art 746)	12 000	8 000	8 000	8 000
Compensation fiscales	94 682	20 000	20 000	20 000
Autres Dotations	25 026	20 000	20 000	20 000
Participations des partenaires Institutionnels	**164 726**	**173 920**	**158 920**	**158 920**
ANAH - OPAH	30 457	15 000	15 000	15 000
CAF - AAGV	15 131	16 920	16 920	16 920
CD41 - EQUIPEMENTS SPORTIFS	15 514	12 000	12 000	12 000
COMMUNES POUR ECLAI PUB	0	30 000	15 000	15 000
REGION - CULTURE PACT	100 000	100 000	100 000	100 000
Autres	3 624	0	0	0
Loyers à percevoir	**129 632**	**130 000**	**130 000**	**130 000**
Autres recettes d'exploitation	**17 943**	**20 000**	**20 000**	**20 000**
Total des recettes réelles de fonctionnement	**15 499 530**	**15 536 360**	**15 532 158**	**15 654 384**

DEPENSES

	2017	2018	2019	2020
Charges à caractère général (chap 011)	**1 007 107**	**2 462 349**	**1 459 653**	**1 473 135**
020 - ADMINISTRATION GENERALE	167 685	176 069	184 873	194 116
311 - ECOLE DE MUSIQUE	4 140	18 000	18 000	18 000
33 - CULTURE	118 680	300 000	50 000	50 000
411 - EQUIPEMENTS SPORTIFS	85 149	105 000	105 000	105 000
413 - PISCINE/BAIGNADE	141 646	60 000	60 000	60 000
414 - TOURISME	15 443	17 000	17 000	17 000
72 - HABITAT	131 209	384 400	165 000	165 000
810-COMM – SERVICE COMMUN COMMUNICATION	64 173	80 000	80 000	80 000
810-IAU - SERVICE COMMUN IAU	6 138	8 880	8 880	8 880
810-PLUI - PLAN LOCAL URBANISME INTERCO	4 319	6 500	6 500	6 500
810-TECH - SERVICE COMMUN - DST	10 494	10 000	10 000	10 000
811 - EAU ET ASSAINISSEMENT	3 600	4 000	4 000	4 000
814 - ECLAIRAGE PUBLIC	12 884	390 000	423 900	428 139
822 - VOIRIE	177 772	522 500	291 500	291 500
90 - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	27 600	350 000	35 000	35 000
Autres	36 175	30 000	0	0
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	**1 482 490**	**1 600 000**	**1 624 000**	**1 648 360**
Atténuation de produit (chap 014)	**8 086 403**	**7 153 008**	**7 153 008**	**7 153 008**
Attribution de compensation (art 73921)	3 335 218	2 383 688	2 383 688	2 383 688
Reversement sur FNGIR (art 73923)	4 319 320	4 319 320	4 319 320	4 319 320
FPIC (art 73925)	431 865	450 000	450 000	450 000
Contingents et participations obligatoires (art 655)	**2 271 568**	**2 291 425**	**2 334 803**	**2 379 049**
PAYS DES CHATEAUX	104 904	80 500	80 500	80 500

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE

SDAN	17 775	20 000	20 000	20 000
SIAB	22 492	26 000	25 000	25 000
SIEOM	892 286	910 132	928 334	946 901
VALECO	1 234 110	1 258 792	1 283 968	1 309 647
Autres	1	1	1	1
Subventions versées (art 657)	**791 274**	**1 824 448**	**1 824 448**	**1 824 448**
BUDGET ASST AU TITRE PLUVIAL	0	258 000	258 000	258 000
BUDGET CENTRE AQUATIQUE	519 270	700 000	700 000	700 000
CULTURE - PROGRAMMATION CULTURELLE	75 516	70 000	70 000	70 000
DEV ECO - PORTAGE FONCIER ZA	0	500 000	500 000	500 000
DEV ECO - SUBVENTION DIRECTE ENTREPRISE	0	100 000	100 000	100 000
DEV ECO - SUBVENTION EQUILIBRE FONCTIONNEMENT	112 675	100 000	100 000	100 000
DEV ECO - SUBVENTIONS EXTERIEURES	18 150	30 000	30 000	30 000
ECOLE DE MUSIQUE INTERCO	12 116	20 000	20 000	20 000
HAB - SUBVENTIONS EXTERIEURES	6 447	6 448	6 448	6 448
TOURISME - SUBVENTIONS EXTERIEURES	36 600	25 000	25 000	25 000
Autres	10 500	15 000	15 000	15 000
Autres charges de gestion courante – Indemnités des élus	**163 117**	**165 000**	**165 000**	**165 000**
Autres	**195 750**	**163 638**	**155 290**	**145 027**
Intérêts de la dette (art 66111)	152 446	134 152	115 804	105 541
Intérêts courus non échus – ICNE (art 66112)	13 818	0	0	0
Charges exceptionnelles (chap 67)	29 486	29 486	29 486	29 486
Charges induites des investissements	0	0	10 000	10 000
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**13 997 709**	**15 659 868**	**14 716 202**	**14 788 027**

Sur les 300 000 € affecté à la culture, 250 000 € correspondent à des projets plus globaux (Dérives, Belvédères, financement film 500ème anniversaire de Chambord).

INVESTISSEMENT

COMPETENCE VOIRIE

Montant et planification du programme d'investissement

Libellé	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dépenses	44 957	27 418	411 704	541 510	200 000	200 000

Sur les charges de fonctionnement :

- 150 000 € d'entretien des pistes cyclables
- 160 000 € d'entretien courant de la voirie communautaire (hors pistes cyclables)
- Etudes Gestion Différenciée et diagnostic des ouvrages d'art pour 230 000 € (en attente subvention sur gestion différenciée)

COMPETENCES DE PORTEE GENERALE

1. MISE EN OEUVRE DE L'ADAP – ACCESSIBILITE

Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total
Dépenses	4 960	625	5 000	5 000	5 000	300 000	325 585

2. TEPCV – ECLAIRAGE PUBLIC

Libellé	2018
Dépenses	466 000

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE

Libellé	2018
Financeurs	300 000

En Eclairage Public, plusieurs dépenses de fonctionnement ont été inscrites :

- Fluides : 20 000 x 12 = 240 000 €
- Maintenance ROMELEC = 100 000 €
- Remplacement candélabres (hors TEPCV) = 60 000 € (subventions des communes demandeuses à prévoir pour 30 000 €)

Attente d'une éventuelle subvention du CRST (Région) pour 50 000 €
+ Attente retour SIDELC sur son subventionnement

3. TEPCV – MOBILITE (voiture, vélo, bornes de recharges)

Libellé	2018
Dépenses	51 000
Financeurs	28 000

4. TEPCV – RENOVATION BATIMENT CCGC

Libellé	2018
Dépenses	100 000

5. FDC – HORS ENVELOPPE CŒUR DE VILLAGE

Libellé	2018	2019
Dépenses sous forme FdC - SLN	200 000	0
Dépenses sous forme FdC - Maslives	0	100 000

6. STRUCTURE INFORMATIQUE DE LA CCGC

Libellé	2018	2019
Dépenses	25 000	25 000

COMPETENCE AMENAGEMENT DE L'ESPACE

1 SDAN - DEPLOIEMENT DE LA FIBRE

Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Dépenses	123 361	0	500 000	1 000 000	440 000	2 062 361

2 PLUI - REALISATION D'UN PLUI

Libellé	2016	2017	2018	2019	Total
Dépenses	48 385	183 608	220 000	0	451 993
Subvention des financeurs - Etat	6 000	15 990	10 000		31 990

Subvention Etat appel à projet 45 000 € perçue en 2017

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE

COMPETENCE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

1. DEV ECO - POLITIQUE DES COMMERCES DE 1ERE NECESSITE ET BATIMENTS IND

Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Dépenses	580 759	0	700 000	50 000	50 000	50 000

COMPETENCE EQUIPEMENTS NAUTIQUES

1. EQ NAU - BAIGNADE NATURELLE

Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépenses	4 914	41 640	50 000	200 000	200 000	10 000

Les participations pour le budget du complexe aquatique s'élèvent à 700 000 €, elles se trouvent en fonctionnement.

COMPETENCE EQUIPEMENTS SPORTIFS

1. EQ SPO - ISOLATION DES GYMNASES + DEPLACEMENT DU DOJO BRACIEUX

Libellé	2018	2019	2020	TOTAL
Dépenses	0	1 200 000	450 000	1 650 000
Subvention des financeurs	0	0	0	0

2. RENOVATION DES TOITURES DES EQUIPEMENTS SPORTIFS

Libellé	2019
Dépenses	225 000
Financeurs	75 000

3. EQ SPO - CONSTRUCTION DE TENNIS COUVERTS

Libellé	2018	2019	2019	Total
Dépenses	500 000	700 000	0	1 200 000
Subvention des financeurs Etat (DETR : 50 000 – région : 150 000 – Commune : 70 000 – fédération : 15 000)	125 000	170 000	0	295 000

COMPETENCE HABITAT

1. HAB - AIRE ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE ➔ 5 000 € TTC par an pour gros entretien
2. HAB – FDC AUX BAILLEURS DANS CADRE PLH ➔ 130 000 € par an
3. HAB – FDC AUX PARTICULIERS DANS CADRE PLH ➔ 75 000 € par an
4. HAB – REHABILITATION LOGEMENTS SOCIAUX ST CLAUDE ➔ 60 000 € (études poussées)

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE

COMPETENCE TOURISME

1. TOU - CREATION PISTE CYCLABLE BAUZY - COURMEMIN

Libellé	2016	2017	2018	Total
Dépenses	2 713	2 367	275 000	280 000
Subvention des financeurs – CD 41	0	0	0	0

2. TOU - CREATION CIRCUIT EQUESTRE

Libellé	2018	Total
Dépenses	15 000	15 000
Subvention des financeurs – CD 41	0	0

3. TOU - CREATION PISTE CYCLABLE Saint Laurent Nouan - BEAUGENCY

Libellé	2018	2019	2020
Dépenses	0	25 000	50 000
Subvention des financeurs – CD 41	0	0	0

4. TOU – STATION ACCUEIL VELO SUR PISTE CYCLABLE CHATEAU A VELO

Libellé	2018	2019
Dépenses (20 000 x 4)	0	80 000
Subvention des financeurs – CRST	0	0

5. TOU/CULTURE – RENOVATION DE LA GRANGE DE SAINT DYE SUR LOIRE

Libellé	2018	2019
Dépenses	0	150 000
Subvention des financeurs – CRST	0	70 000

6. TOU – REALISATION DE LA HALLE DES PRODUCTEURS A BRACIEUX

Libellé	2018	2019
Dépenses	0	100 000
Subvention des financeurs – CRST	0	30 000

ENVELOPPE D'AIDES AUX COMMUNES

1. AIRE DE MULTISPORT - FONDS DE CONCOURS

Les 60 000 € à verser en fonds de concours correspondent à 4 équipements d'un montant de 15 000 € chacun (Fontaines, Montlivault, Courmemin et Maslives).

Montant et planification du programme d'investissement

Libellé	2018	2019	Total
Dépenses	30 000	30 000	60 000

Envoyé en préfecture le 13/03/2018
Reçu en préfecture le 13/03/2018
Affiché le
ID : 041-244100798-20180312-041_011_2018-DE

2. COEUR DE VILLAGE FOND DE CONCOURS

Libellé	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dépenses	243 413	181 469	0	328 722	200 000	

➔ 1ère enveloppe = communes n'en ayant jamais bénéficié :

- Fontaines en Sologne : 100 000 € en 2018
- Courmemin : 100 000 € en 2020
- St Claude de Diray : 100 000 € en 2019

➔ 2ème enveloppe = communes en ayant bénéficié

- La Ferté St Cyr : 100 000 € en 2020
- Saint Dyé Sur Loire : 100 000 € en 2019
- Montlivault : 100 000 € en 2018
- Huisseau sur Cosson : 100 000 € en 2020